



Distribution: générale Point 6 de l'ordre du jour
Date: 14 janvier 2020 WFP/EB.1/2020/6-B/1
Original: anglais Questions opérationnelles
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision du plan stratégique provisoire pour la République démocratique du Congo (2018-2020) et augmentation budgétaire correspondante

Document soumis aux États membres pour observations – approuvé par le Directeur exécutif du PAM et le Directeur général de la FAO le 9 janvier 2020

	Données actuelles	Modification	Données révisées
Durée	Janvier 2018- décembre 2020	Aucune modification	Aucune modification
Nombre de bénéficiaires	11 791 625	9 130 443	20 922 068
	<i>(en dollars É.-U.)</i>		
Coût total	1 189 623 646	467 359 076	1 656 982 722
Transferts	988 543 690	421 930 007	1 410 473 697
Mise en œuvre	88 025 607	13 354 254	101 379 861
Coûts d'appui directs ajustés	40 448 210	3 550 553	43 998 764
Total partiel	1 117 017 508	438 834 814	1 555 852 321
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	72 606 138	28 524 263	101 130 401

Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*: 2A.

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

M. C. Jibidar
Directeur de pays
courriel: claude.jibidar@wfp.org

Justification

1. Les violences intercommunautaires, les flambées épidémiques et les difficultés d'accès aux terres agricoles et aux marchés sont tous des facteurs qui font que la situation humanitaire en République démocratique du Congo est extrêmement complexe. Une sixième révision du plan stratégique de pays provisoire (PSPP) est nécessaire pour permettre au PAM de renforcer l'intervention en faveur des populations déplacées, pour s'attaquer au recul des indicateurs nutritionnels et pour aider à enrayer la pire épidémie d'Ebola de l'histoire du pays.
2. Sur la base du 17^{ème} Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) établi en août 2019, 15,6 millions de personnes, soit 26 pour cent de la population rurale analysée, doivent actuellement faire face à une insécurité alimentaire aiguë relevant de la phase 3 ("crise") ou 4 ("urgence") de l'IPC. Cela représente une augmentation par rapport à l'IPC précédent, selon lequel 13,1 millions de personnes étaient classées en phase 3 ou 4.
3. Les prévisions pour la période allant de janvier à mai 2020 font apparaître une augmentation de la proportion de la population en phase 3 ou 4, de 26 pour cent à 28 pour cent. La situation actuelle sur le plan de la sécurité alimentaire s'explique notamment par la recrudescence des conflits armés et interethniques, les déplacements et la pauvreté. Et on s'attend à ce que la production agricole demeure inférieure à la moyenne du fait de l'accumulation des déficits de production depuis 2016.
4. La République démocratique du Congo a régulièrement connu des taux de malnutrition aiguë globale élevés, s'établissant à 7 pour cent au niveau national en 2018, et enregistre un taux de malnutrition aiguë sévère de 2 pour cent. D'après les enquêtes nutritionnelles menées en 2018 et 2019 par le Gouvernement congolais avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'organisations non gouvernementales, les taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale et de mortalité des enfants de moins de 5 ans atteignaient les seuils d'urgence dans certaines zones du Grand Kasaï (Kasaï, Kasaï central, Kasaï-Oriental), du Tanganyika, du Sud-Kivu, du Nord-Kivu et de l'Ituri. En outre, le nombre de circonscriptions sanitaires classées par le module de la nutrition comme étant modérément ou hautement prioritaires augmente. En 2019, 76 circonscriptions sanitaires étaient considérées comme hautement prioritaires, chiffre qui passera à 144 en 2020. La dixième épidémie d'Ebola que connaît la République démocratique du Congo, qui a commencé en 2018, est la pire de l'histoire du pays, et la deuxième dans le monde en nombre de morts. Le 17 juillet 2019, elle a amené l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à déclarer une situation d'urgence de santé publique de portée internationale. Le nombre de nouveaux cas d'Ebola semble avoir diminué de manière constante ces derniers mois, mais les signalements dépendent du niveau d'accès et de sécurité, qui est limité dans certaines zones. Une forte résistance des communautés complique en outre l'accès pour ce qui est des activités relevant de la riposte à Ebola et met en péril la sécurité des équipes d'intervention.
5. La présente révision du PSPP pour la République démocratique du Congo vise à lutter contre l'épidémie d'Ebola en cours et tient compte de la dégradation de la situation humanitaire mise en évidence par l'IPC et les enquêtes nutritionnelles. Le nombre total de bénéficiaires ciblés passera donc de 11,8 millions à 20,9 millions de personnes.
6. Dans le cadre de l'activité 1 menée au titre de l'effet direct stratégique 1, l'assistance fournie aux ménages touchés par une crise ciblera 15 millions de personnes conformément aux résultats du dernier IPC en date. Pour l'activité 2, le PAM ciblera 1,3 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Cela comprend les personnes touchées par l'épidémie d'Ebola, ainsi que les victimes des récentes inondations.

7. Pour faire face à des besoins beaucoup plus importants que prévu, les interventions destinées à traiter et à prévenir la malnutrition aiguë et chronique (activités 3, 4 et 5 relevant de l'effet direct stratégique 2) seront transposées à plus grande échelle.
8. Dans le cadre de l'activité 7 menée au titre de l'effet direct stratégique 3, l'appui en faveur des moyens d'existence continuera d'être mis en œuvre conformément à la stratégie conjointe PAM/FAO afin de passer à des interventions à plus long terme assorties de conditions. Pour cette activité, le PAM prévoit d'arrêter les transferts alimentaires en nature au profit, le plus souvent, de transferts de type monétaire.
9. Au titre de l'effet direct stratégique 4, le PAM renforcera la qualité et la portée des évaluations de la sécurité alimentaire. Pour l'effet direct stratégique 5, le PAM continuera de fournir des services logistiques sur demande au Ministère de la santé, à l'OMS et à d'autres partenaires participant à la riposte au virus Ebola. Le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) continuera également de jouer un rôle vital.

Modifications

Orientation stratégique

10. Aucune modification n'est apportée à l'orientation stratégique dans le cadre de la présente révision.

Effets directs stratégiques

11. Aucun nouvel effet direct stratégique n'est ajouté; le but de la révision est de transposer à plus grande échelle l'intervention du PAM menée au titre des effets directs stratégiques 1, 2, 3, 4 et 5.

Effet direct stratégique 1 – Les populations en situation d'insécurité alimentaire ciblées qui sont touchées par un choc en République démocratique du Congo sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels en période de crise

12. Du fait de la propagation du conflit et des déplacements consécutifs de population, le PAM fournira, dans le cadre de l'activité 1, une assistance sous forme de vivres et de transferts de type monétaire à 6,5 millions de personnes supplémentaires touchées par le conflit.
13. Bien que le nombre de cas ait diminué ces derniers mois, la situation demeure instable du fait de l'insécurité qui règne dans la province du Nord-Kivu, où la plupart des cas sont signalés. Cette insécurité perturbe l'intervention, et limite les activités de recherche des sujets-contacts, de surveillance et de vaccination, ce qui risque d'entraîner une augmentation des taux de transmission. La révision budgétaire permettra aussi de renforcer l'activité 2 afin de mettre en place une riposte au virus Ebola conformément aux plans d'intervention stratégique et aux prévisions formulées dans la planification par scénarios. En application du quatrième plan d'intervention stratégique, qui couvre la période allant de juillet à décembre 2019, 441 800 personnes supplémentaires doivent recevoir une assistance. Le PAM assurera une assistance alimentaire et nutritionnelle en 2020 tant que durera l'épidémie. Il aidera également à maintenir et à préserver l'état nutritionnel des patients pris en charge et à faciliter leur retour au sein de leur communauté.
14. La présente révision comprend aussi une assistance monétaire ciblant 50 000 victimes des récentes inondations qui se sont produites dans les provinces du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi.

Méthode de ciblage

15. Pour l'activité 1, le PAM renforcera son action dans les provinces classées en situation d'urgence de niveau 3, sur la base des résultats de la dernière analyse en date de l'IPC. Priorité sera donnée aux personnes déplacées, aux rapatriés, aux personnes handicapées et aux familles d'accueil vulnérables. Le PAM et le Haut-Commissariat des Nations Unies

pour les réfugiés (HCR) ont également commencé à cibler les réfugiés en fonction de leur niveau de vulnérabilité et non de leur statut.

16. Le ciblage des populations touchées par Ebola sera effectué en collaboration avec le Ministère de la santé et l'OMS dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri.

Modalités de transfert

17. Dans le cadre de l'activité 1, le PAM continuera de recourir à une combinaison de transferts de vivres en nature et de transferts de type monétaire.
18. Dans le cadre de l'activité 2, le PAM maintiendra la fourniture de produits alimentaires aux personnes touchées par Ebola, aux survivants et aux sujets-contacts conformément aux trois piliers que sont la prise en charge nutritionnelle, le confinement et la protection.
19. Des transferts de type monétaire seront utilisés pour les populations victimes des inondations.

Partenariats

20. Les partenariats noués avec le Ministère de la santé, l'OMS et l'UNICEF ont pris de l'importance en raison de la crise liée au virus Ebola, et nécessiteront un investissement continu de la part du PAM.

Effet direct stratégique 2 – D'ici à 2021, l'état nutritionnel des populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire vivant dans des zones touchées par un conflit ou un choc s'améliore conformément aux protocoles nationaux

21. Au vu des résultats de récentes enquêtes nutritionnelles, le PAM renforcera le traitement de la malnutrition aiguë modérée (activité 3), la prévention de la malnutrition aiguë (activité 4) et la prévention de la malnutrition chronique (activité 5). Le PAM fournira des transferts en espèces destinés à améliorer la santé maternelle et infantile lorsque cela sera possible.

Méthode de ciblage

22. Le PAM maintiendra le traitement de la malnutrition aiguë modérée dans les zones où la prévalence de la malnutrition aiguë globale est la plus forte et où il existe des facteurs aggravants ainsi que dans les zones considérées comme prioritaires par le module de la nutrition.
23. Le PAM continuera de soutenir les activités communautaires de prévention de la malnutrition aiguë, notamment la mise en œuvre d'un ensemble d'interventions nutritionnelles à fort impact, comme la supplémentation alimentaire destinée aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants âgés de 6 à 23 mois, en particulier pendant la période de soudure. Les interventions se concentreront dans les zones où la prévalence de la malnutrition aiguë globale est supérieure ou égale à 15 pour cent et où la malnutrition aiguë sévère est supérieure ou égale à 5 pour cent (ou dans les zones qui se trouvent en phase 3 ou 4 de l'IPC). Le ciblage pour la prévention de la malnutrition chronique demeurera inchangé.

Modalités de transfert

24. Aucune modification n'a été apportée aux rations distribuées aux groupes bénéficiaires.

Partenariats

25. Compte tenu des difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des programmes de traitement de la malnutrition aiguë dans les centres de santé, le PAM et le Gouvernement sont convenus d'expérimenter le traitement simplifié de la malnutrition aiguë modérée. Il s'agit d'une nouvelle initiative qui a été élaborée à l'occasion d'un atelier de consultation des parties prenantes organisé en septembre 2019.

26. Sur la base des enseignements tirés de l'intégration d'interventions nutritionnelles dans les programmes d'assistance monétaire menés dans les provinces du Tanganyika et du Kasai central en 2019, le PAM s'emploiera à renforcer la complémentarité. Certaines composantes des interventions nutritionnelles ont déjà été intégrées dans l'assistance monétaire, notamment l'ajout d'indicateurs nutritionnels dans le système d'enregistrement biométrique du PAM (SCOPE) pour détecter la malnutrition aiguë chez les enfants ainsi que chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes dans les ménages recevant ce type d'assistance. Les personnes diagnostiquées comme souffrant de malnutrition sont orientées vers les centres de santé où elles peuvent recevoir l'assistance du PAM.

Effet direct stratégique 3 – D'ici à 2020, les petits exploitants et les communautés vulnérables vivant dans des zones ciblées et sujettes aux crises, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo, améliorent leurs moyens d'existence productifs ainsi que leur sécurité alimentaire et leur résilience

27. Le PAM va augmenter le nombre de bénéficiaires des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) et Assistance monétaire pour la création d'actifs menées dans le cadre de l'activité 7 afin d'appuyer la stratégie conjointe PAM/FAO visant à passer des secours d'urgence à des interventions à plus long terme autour du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Cette composante apportera un soutien aux petits exploitants agricoles qui participent à des activités de création d'actifs, comme la collecte de l'eau, le reboisement et le développement d'infrastructures. Cette transposition à plus grande échelle est nécessaire pour permettre aux rapatriés, aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux communautés locales d'investir dans des possibilités de subsistance liées à l'agriculture. Le PAM fera passer le nombre de bénéficiaires des activités 3A et Assistance monétaire pour la création d'actifs menées dans le cadre de l'activité 7 de 1,26 million à 1,6 million de personnes.
28. Dans le cadre de l'activité 6, le PAM assure des activités de renforcement des capacités à l'intention des petits exploitants agricoles. Le nombre de bénéficiaires recevant une assistance alimentaire augmentera légèrement, passant de 13 000 à 20 000 personnes à mesure que le PAM étendra ses activités aux provinces du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi.
29. Dans l'est de la République démocratique du Congo, les femmes et les enfants sont les plus touchés par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ils sont souvent victimes de violences sexistes, et l'analphabétisme des femmes est l'une des principales causes de la pauvreté et de la vulnérabilité. Avec ses interventions 3A et Assistance monétaire pour la création d'actifs, le PAM cible tout particulièrement les femmes vivant en milieu rural, car elles représentent 75 pour cent de la main-d'œuvre agricole du pays. Les garderies installées dans les sites de remise en état des équipements permettent aux mères de faire garder leurs enfants pendant qu'elles participent aux activités de création d'actifs. Les femmes suivent aussi des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du calcul et reçoivent une aide pour mettre en route des activités génératrices de revenus non agricoles, comme la création de petites entreprises.
30. Pour proposer un programme d'assistance intégré, l'intervention vise en outre à renforcer les structures communautaires de façon à promouvoir la paix et à maintenir la cohésion sociale. Le PAM œuvre en faveur de la paix et de l'intégration à l'aide d'outils tels que les groupes d'écoute radiophonique (clubs Dimitra) et les comités villageois de paix.
31. En collaboration avec le Programme national de nutrition (PRONANUT), les interventions 3A et Assistance monétaire pour la création d'actifs aident à lutter contre la malnutrition au moyen d'activités tenant compte de la nutrition qui combinent la promotion de variétés de semences nutritionnellement riches et des campagnes d'éducation et de sensibilisation pour améliorer les habitudes nutritionnelles, l'hygiène et les soins aux enfants.

Méthode de ciblage

32. Le ciblage couvre les régions en phase 3 ou 4 de l'IPC. Dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, en particulier, 60 pour cent des ménages ciblés sont dirigés par une femme.

Modalités de transfert

33. Les modalités de transfert adoptées pour les activités 6 et 7 seront celles prévues initialement.

Capacités du bureau de pays

34. Le PAM augmentera ses effectifs pour venir en aide à davantage de communautés dans le cadre d'activités Assistance monétaire pour la création d'actifs.

Effet direct stratégique 4 – D'ici à 2021, les institutions nationales de la République démocratique du Congo voient leurs capacités renforcées pour ce qui est de réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition ainsi que de faire face aux chocs

35. L'activité 9 du PSPP fait intervenir le module de la sécurité alimentaire. Au vu de la dégradation de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire qui a été observée dans le pays en 2019, il est nécessaire d'améliorer la qualité et la portée des évaluations de la sécurité alimentaire.

Effet direct stratégique 5 – D'ici à 2021, la communauté humanitaire présente en République démocratique du Congo est en mesure de faire face efficacement aux chocs grâce à des partenariats stratégiques

36. Bien que le nombre de cas d'Ebola ait diminué ces derniers mois, ces services restent importants du fait de l'instabilité de la situation sur le plan de la sécurité qui pourrait entraîner une recrudescence des infections. Les foyers d'Ebola sont passés d'environnements urbains vers des communautés plus rurales où il est compliqué de se rendre. Ces zones sont exposées à l'insécurité, ce qui les rend difficiles d'accès et se traduit souvent par une sous-déclaration du nombre de cas. Des attaques violentes prenant pour cibles les équipes de la riposte au virus Ebola ont été signalées dernièrement, mettant en péril les progrès accomplis dans la neutralisation du virus. Dans ce contexte, la préparation demeure une composante essentielle de l'intervention. Pour pouvoir agir rapidement, le PAM prépositionnera du matériel indispensable et prévoira des équipes prêtes à intervenir. Il renforcera également les moyens logistiques du Gouvernement et d'autres partenaires dirigeant la riposte.
37. L'UNHAS continue de jouer un rôle vital dans la fourniture d'une option viable et sûre permettant de venir en aide aux populations touchées.

Problèmes transversaux liés à la chaîne d'approvisionnement

38. Les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement comprennent les coûts élevés dus au mauvais état des routes ainsi que les coûts importants du transport dans le pays du fait de l'éloignement des sites où le PAM opère.

Suivi et évaluation

39. Le PAM poursuivra sa stratégie consistant à mettre l'accent sur la mesure de l'impact à long terme sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition, notamment en demandant une évaluation des activités Achats au service du progrès en 2020.

Responsabilité à l'égard des populations touchées, protection, risques, restrictions fondées sur le sexe et handicaps

40. Une formation sur les questions de protection, la prévention des violences sexistes et la promotion de l'égalité des sexes est dispensée à l'intention du personnel du PAM et des partenaires coopérants. Le PAM s'emploie également à promouvoir l'égalité des sexes en

fournissant un appui technique au Gouvernement pour l'amener à prendre en compte la problématique femmes-hommes dans les cadres, politiques et lois en rapport avec la nutrition adoptés à l'échelle nationale.

41. Le PAM s'acquitte de sa responsabilité à l'égard des populations touchées au moyen de mécanismes d'information, de consultation ainsi que de réclamation et de remontée de l'information. À la suite des observations communiquées, le PAM est passé, en 2019, à la distribution de riz aux bénéficiaires se trouvant dans les zones touchées par Ebola.
42. Trois principaux mécanismes de réclamation et de remontée de l'information sont utilisés: des boîtes à suggestions sont mises à disposition dans les sites de distribution; des comités chargés d'enregistrer les réclamations et de recueillir les informations communiquées en retour sont constitués pendant les distributions; et une ligne directe gratuite est installée.

Stratégie de retrait proposée

43. Dans le cadre de la stratégie globale conjointe PAM/FAO visant à appuyer le redressement et la remise en état de moyens d'existence en milieu rural, le PAM entend entreprendre des activités de renforcement de la résilience lorsque cela est possible. Ces activités sont actuellement mises en œuvre avec succès dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika, du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi.
44. La République démocratique du Congo accueille des réfugiés depuis plusieurs dizaines d'années. Un quart de ces réfugiés vivent dans des camps, où ils reçoivent une assistance sous la forme de transferts de type monétaire de la part du PAM. Dans le cadre de la stratégie conjointe HCR/PAM destinée à renforcer l'autosuffisance des réfugiés dans les situations prolongées, le PAM et le HCR passent à des activités en faveur des moyens d'existence et de l'agriculture menées à l'extérieur des camps. Des discussions entre le PAM et le HCR sont en cours, et la mise en œuvre devrait commencer à la mi-2020.
45. Conscient que la République démocratique du Congo est sujette aux épidémies d'Ebola, le PAM continuera d'aider le Gouvernement et la communauté humanitaire à renforcer leur niveau de préparation. Le PAM prépositionnera des unités mobiles d'entreposage et d'autres équipements dans le pays ou dans des pays voisins.

Gestion des risques

46. L'insécurité, les assassinats et les enlèvements continuent d'entraver les opérations humanitaires, notamment dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri. La situation demeure également instable dans les zones touchées par Ebola.
47. Bien que l'élection présidentielle et la passation de pouvoir se soient déroulées de manière relativement pacifique en 2019, la situation politique reste incertaine, et le nouveau Gouvernement doit encore établir un plan global pour répondre aux besoins humanitaires croissants. En particulier, le Gouvernement n'a pas encore élaboré de plan de réintégration des milices démobilisées dans les provinces du Kasai et du Tanganyika. Cela pourrait inciter d'anciens miliciens à reprendre les armes, ce qui serait susceptible d'entraîner une reprise du conflit.
48. Même si le manque de ressources reste un facteur de risque, le PAM a réussi à mobiliser un niveau raisonnable de fonds depuis le début du PSPP en 2018. Le bureau de pays continuera de mobiliser et de sensibiliser les donateurs pour maintenir un niveau raisonnable de financement pendant toute la durée couverte par le PSPP.

Analyse des bénéficiaires

49. La présente révision permettra d'augmenter le nombre de bénéficiaires des activités 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7. Le nombre total de bénéficiaires (hors chevauchement) passera de 11,8 millions à 20,9 millions de personnes. Compte tenu des résultats du dernier IPC en date,

l'augmentation la plus importante concerne l'activité 1, dont le nombre de bénéficiaires ciblés est porté à 15 millions de personnes, soit 6,5 millions de personnes supplémentaires touchées par le conflit. On estime que 57 pour cent des bénéficiaires sont des femmes et des filles.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Effet direct stratégique	Activité	Période	Femmes (18 ans et plus)	Hommes (18 ans et plus)	Filles (0-18 ans)	Garçons (0-18 ans)	Total
1	1. Fournir une assistance alimentaire aux populations touchées par le conflit	Chiffres actuels	2 996 599	1 381 313	2 898 027	1 266 568	8 542 507
		Augmentation/diminution	794 740	1 654 803	1 542 104	2 515 376	6 507 023
		Chiffres révisés	3 791 339	3 036 116	4 440 131	3 781 944	15 049 530
	2. Fournir une assistance alimentaire aux populations touchées par un choc non lié au conflit	Chiffres actuels	67 576	857	8 316	74 662	151 411
		Augmentation/diminution	265 607	302 820	313 538	280 330	1 162 294
		Chiffres révisés	333 183	303 677	321 854	354 992	1 313 705
2	3. Traiter la malnutrition aiguë modérée chez les groupes vulnérables, notamment les enfants de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes ainsi que les personnes sous traitement antirétroviral ou sous traitement antituberculeux de brève durée sous surveillance directe	Chiffres actuels	438 818	23 936	1 017 600	390 846	1 871 200
		Augmentation/diminution	56 198	19 324	370 123	522 420	968 065
		Chiffres révisés	495 016	43 260	1 387 723	913 266	2 839 265
	4. Prévenir la malnutrition aiguë chez les groupes vulnérables, notamment les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes ou allaitantes	Chiffres actuels	509 899	-	823 673	235 336	1 568 908
		Augmentation/diminution	242 499	-	216 272	368 267	827 038
		Chiffres révisés	752 398	-	1 039 945	603 603	2 395 946
	5. Prévenir la malnutrition chronique chez les groupes vulnérables, notamment les enfants de 6 à 23 mois ainsi que les filles et les femmes enceintes ou allaitantes	Chiffres actuels	41 224	-	55 152	14 122	110 498
		Augmentation/diminution	36 931	-	26 169	34 131	97 230
		Chiffres révisés	78 155	-	81 320	48 253	207 728

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ							
Effet direct stratégique	Activité	Période	Femmes (18 ans et plus)	Hommes (18 ans et plus)	Filles (0-18 ans)	Garçons (0-18 ans)	Total
3	6. Renforcer les capacités des petits exploitants	Chiffres actuels	3 228	3 901	3 498	2 825	13 452
		Augmentation/diminution	2 220	1 346	1 346	1 817	6 729
		Chiffres révisés	5 448	5 247	4 844	4 642	20 181
	7. Fournir des biens de production aux petits exploitants et aux communautés en situation d'insécurité alimentaire	Chiffres actuels	303 216	366 386	328 484	265 314	1 263 400
		Augmentation/diminution	69 971	49 089	107 142	147 818	374 020
		Chiffres révisés	373 187	415 475	435 626	413 132	1 637 420
Total (cumulé)		Chiffres actuels	4 360 560	1 775 536	5 134 749	2 249 673	13 521 376
		Augmentation/diminution	1 468 166	2 027 382	2 576 694	3 870 159	9 942 399
		Chiffres révisés	5 828 726	3 803 775	7 711 443	6 119 832	23 463 775
Total (hors chevauchement)		Chiffres actuels	3 446 715	1 645 707	4 566 205	2 132 998	11 791 625
		Augmentation/diminution	737 783	958 384	467 676	2 192 972	9 130 443
		Chiffres révisés	4 184 498	2 604 091	5 033 881	4 325 970	20 922 068

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Type de bénéficiaires	Effet direct stratégique 1										Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3		
	Activité 1			Activité 2							Activité 3			Activité 4		Activité 5		Activités 6 et 7	
	Distribution générale de rations complètes	Distribution générale de rations réduites ^a	Écoliers	Distribution générale de vivres ^b	Distribution générale de vivres ^c	Distribution générale de vivres ^d	Distribution générale de vivres ^e	Distribution générale de vivres ^f	Distribution générale de vivres ^g	Distribution générale de vivres ^h	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Soignants	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – Enfants de 6 à 59 mois	Personnes vivant avec le VIH/ personnes atteintes de tuberculose	Prévention de la malnutrition aiguë – Enfants de 6 à 23 mois	Prévention de la malnutrition aiguë – Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Prévention du retard de croissance – Enfants de 6 à 23 mois	Prévention du retard de croissance – Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Activités 3A
Modalité	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	
Plumpy'Sup	-	-	-				100		100		-	-	100	-	-	-	-	-	-
Plumpy'doz	-	-	-								-	-	-	50	-	50			-
Biscuits à haute teneur énergétique ⁱ	(333)	-	-		(500)						-	-	-	-	-	-			-
Micronutriments en poudre ⁱ	-	-	0,38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			-
Total kcal/jour	2 132	1 470	628	2 181	4 477	2 227	1 420	2 104	535	1 175	1 175	2 132	500	1 175	281	1 175	281		2 132
% kcal d'origine protéique	16	10	10	60,4	127,9	65,4	64,8	64,8	14	38,9	13,2	16	10,2	13,2	8,6	13,2	8,6		16

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (*grammes/personne/jour*) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (*dollars/personne/jour*) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

Type de bénéficiaires	Effet direct stratégique 1										Effet direct stratégique 2						Effet direct stratégique 3		
	Activité 1			Activité 2							Activité 3			Activité 4		Activité 5		Activités 6 et 7	
	Distribution générale de rations complètes	Distribution générale de rations réduites ^a	Écoliers	Distribution générale de vivres ^b	Distribution générale de vivres ^c	Distribution générale de vivres ^d	Distribution générale de vivres ^e	Distribution générale de vivres ^f	Distribution générale de vivres ^g	Distribution générale de vivres ^h	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Soignants	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – Enfants de 6 à 59 mois	Personnes vivant avec le VIH/ personnes atteintes de tuberculose	Prévention de la malnutrition aiguë – Enfants de 6 à 23 mois	Prévention de la malnutrition aiguë – Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Prévention du retard de croissance – Enfants de 6 à 23 mois	Prévention du retard de croissance – Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Activités 3A
Modalité	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires/transferts de type monétaire
Transferts de type monétaire (<i>dollars/personne/jour</i>)	0,50	0,35	-	0,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,67	0,50	0,50
Nombre de jours d'alimentation	90	90	220	21	21	90 / 6	15 / 6	15	15	15	180	10	180	180	180	180	360	360	66

^a Une ration réduite sera fournie pendant la deuxième phase, et les familles d'accueil en bénéficieront en fonction des besoins évalués.

^b "Confinement" – Personnes ayant été en contact direct avec des malades d'Ebola et personnes touchées par d'autres épidémies ou catastrophes naturelles.

^c "Confinement" – Riposte au virus Ebola 2 (Personnes en contact).

^d "Protection" – Riposte au virus Ebola 3 (Membres de la famille testés négatifs et patients, phase 2 du traitement (stimulation) – Adultes).

^e "Prise en charge nutritionnelle" – Riposte au virus Ebola 4 (Patients, phase 1 (transition) et 2 (stimulation) du traitement – Enfants de 6 à 59 mois).

^f "Prise en charge nutritionnelle" – Riposte au virus Ebola 5 (Patients, phase 1 du traitement – Adultes).

^g "Protection" – Riposte au virus Ebola 6 (Patients testés négatifs – Enfants de 6 à 59 mois).

^h "Protection" – Riposte au virus Ebola 7 (Patients testés négatifs – Adultes).

ⁱ Les biscuits à haute teneur énergétique ne font pas partie de la ration remise lors des distributions générales; ils ne sont fournis que pour les trois premiers jours qui suivent le déplacement des réfugiés et des personnes déplacées.

^j Des micronutriments en poudre seront fournis tous les deux jours, conformément aux directives.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR						
	Budget actuel		Augmentation		Budget révisé	
	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	197 685	107 537 440	111 453	60 247 452	309 137	167 784 892
Légumes secs	56 939	41 536 780	35 076	27 379 224	92 015	68 916 004
Huile et matières grasses	19 634	15 379 657	10 796	8 121 632	30 430	23 501 289
Aliments composés et mélanges	70 867	86 720 797	27 043	25 021 846	97 910	111 742 643
Autres	3 371	727 240	4 806	1 810 481	8 177	2 537 722
Total (produits alimentaires)	348 495	251 901 914	189 174	122 580 636	537 669	374 482 550
Transferts de type monétaire et bons-produits	-	218 903 723	-	129 659 507	-	348 563 230
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	348 495	470 805 637	189 174	252 240 143	537 669	723 045 780

Ventilation des coûts

50. Le coût total du PSPP augmente, passant de 1,19 milliard de dollars à 1,66 milliard de dollars. Une grande part de cette augmentation (77 pour cent) servira, en 2020, à faire concorder le budget avec les besoins prévus en matière d'assistance alimentaire. En 2019, l'augmentation s'élève à 109 millions de dollars, et vise à tenir compte des besoins croissants d'assistance alimentaire jusqu'à la fin de l'année, ainsi que de l'intervention menée par le PAM pour faire face à l'épidémie d'Ebola.
51. Les coûts de transfert représentent 91 pour cent de l'augmentation, et les coûts de mise en œuvre 2 pour cent environ. Les coûts d'appui directs ont augmenté, car le bureau de pays a besoin de recruter du personnel supplémentaire. Au cours des trois dernières années, la République démocratique du Congo est parvenue à maintenir des niveaux de financement moyens. Cette tendance devrait se poursuivre pendant toute la période couverte par le PSPP, le bureau de pays s'attendant à disposer d'au moins 62 pour cent des fonds nécessaires.

	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 5	Résultat stratégique 8	Total
Effet direct stratégique	1	2	3	4	5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	333 800 963	64 394 128	909 990	1 176 480	21 648 446	421 930 007
Mise en œuvre	13 445 575	-2 014 987	148 517	-6 286	1 781 435	13 354 254
Coûts d'appui directs ajustés						3 550 553
Total partiel						438 834 814
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)						28 524 263
Total						467 359 076

	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 5	Résultat stratégique 8	Total
Effet direct stratégique	1	2	3	4	5	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	932 764 133	270 098 390	81 665 023	6 864 302	119 081 849	1 410 473 697
Mise en œuvre	53 504 203	26 273 353	9 687 289	2 062 187	9 852 829	101 379 861
Coûts d'appui directs ajustés	28 648 550	8 676 822	2 641 563	262 186	3 769 642	43 998 764
Total partiel	1 014 916 886	305 048 564	93 993 875	9 188 675	132 704 320	1 555 852 321
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	65 969 598	19 828 157	6 109 602	597 264	8 625 781	101 130 401
Total	1 080 886 484	324 876 721	100 103 477	9 785 939	141 330 101	1 656 982 722

Liste des sigles utilisés dans le présent document

Activités 3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PRONANUT	programme national de nutrition
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
UNHAS	Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance